



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
  
Swiss Confederation

---

**Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**  
**29<sup>e</sup> Session de la Conférence des Etats-parties**  
**Déclaration**

**S.E. Corinne Cicéron Bühler**  
**Représentante permanente de la Suisse auprès de l'OIAC**

**Débat général**

**La Haye, 25 Novembre - 29 Novembre 2024**

---

**Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons**  
**29<sup>th</sup> Session of the Conference of States-Parties**  
**Statement**

**H.E. Corinne Cicéron Bühler**  
**Permanent Representative of Switzerland to the OPCW**

**General Debate**

**The Hague, 25 November – 29 November 2024**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer par exprimer la reconnaissance de la Suisse pour le travail remarquable accompli par le Directeur général et le Secrétariat technique (ST). Nous vous remercions également pour votre leadership dans la préparation de la Conférence des États parties (CSP) de cette année. Je tiens à vous assurer du plein soutien de ma délégation.

Monsieur le Président,

Il y a plus d'un an, la dernière arme chimique déclarée a été détruite de manière irréversible. Un jalon majeur pour cette organisation et une réalisation historique pour la communauté internationale. Toutefois, notre travail n'est pas encore terminé. L'utilisation répétée d'armes chimiques, ainsi que les tentatives de saper la Convention, la norme globale contre les armes chimiques et le travail de l'Organisation, par exemple par la diffusion de désinformation, nous rappellent régulièrement les défis qui subsistent.

Permettez-moi, dans ce qui suit et de manière non exhaustive, de commenter plusieurs domaines sur lesquels nous avons encore du travail à faire :

1. L'utilisation des armes chimiques et les allégations d'utilisation doivent être soumises à une enquête, et les responsables traduits en justice :
  - a. À ce jour, 19 questions restent en suspens concernant la déclaration initiale par la République arabe syrienne. La Suisse exhorte la Syrie à respecter ses obligations au titre de la Convention et à coopérer pleinement avec le Secrétariat technique pour résoudre ces questions de manière définitive. Nous reviendrons sur cette question sous le point de l'ordre du jour concerné.
  - b. Des questions restent également ouvertes concernant l'utilisation d'agents Novichok, en particulier l'empoisonnement de M. Navalny en 2020. La Fédération de Russie n'a ni mené d'enquête indépendante ni coopéré avec l'OIAC, bien qu'elle y soit tenue en vertu de la Convention. Plus tôt cette année, M. Navalny est décédé dans une institution pénitentiaire russe, où il avait été détenu arbitrairement, dans des circonstances qui restent encore floues. Nous appelons à nouveau les autorités russes à mener une enquête efficace, indépendante et impartiale sur les causes de son décès.
  - c. Depuis plus de deux ans, des rapports inquiétants nous sont parvenus concernant l'utilisation d'agents de contrôle des émeutes et de produits chimiques toxiques dans le contexte de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. La Suisse est profondément préoccupée par les conclusions du rapport TAV, publié le 18 novembre 2024. L'utilisation d'agents antiémeutes comme méthode de guerre est interdite. La Suisse soutient le Directeur général et le Secrétariat technique pour clarifier pleinement cette situation et rappelle la partie XI, paragraphe 26 de l'Annexe de vérification.
2. Comme nous l'avons constaté, les armes chimiques et leur utilisation restent une menace majeure. Par conséquent, l'universalisation et la mise en œuvre universelle de la Convention demeurent des objectifs essentiels. Nous saluons l'engagement du Soudan du Sud et du Secrétariat pour finaliser le processus d'adhésion dès que possible, et nous appelons les autres États restants à suivre cet exemple. Tout aussi importante est l'adoption de mesures de mise en œuvre nationale de la Convention. Bien qu'il soit préoccupant qu'environ 15 % des États parties n'aient pas encore adopté de législation ou soumis les informations requises au Secrétariat, nous saluons les divers programmes qui aident les États parties à mettre en œuvre la Convention.
3. Les progrès technologiques ont toujours accompagné la Convention et sa mise en œuvre au fil des ans. C'est notamment pour cette raison que les rédacteurs de la Convention avaient prévu cet aspect en établissant un Conseil consultatif scientifique (SAB). Ces dernières années ont démontré que les technologies progressent rapidement, augmentant l'importance du travail du SAB, pour lequel la Suisse exprime sa profonde reconnaissance. À cet égard, la Suisse salue les récents efforts visant à explorer et examiner les implications des technologies d'intelligence artificielle dans le cadre de la Convention, comme la Conférence allemande sur l'intelligence artificielle et les armes de destruction massive et la Conférence mondiale organisée par le Royaume du Maroc et le Secrétariat technique.
4. Il est essentiel de renforcer l'engagement avec la société civile, le monde universitaire et l'industrie. Les organisations non gouvernementales jouent un rôle crucial pour relever les défis actuels et futurs et atteindre notre objectif commun d'un monde sans armes chimiques, y compris dans le domaine des conseils scientifiques. La Suisse apprécie les consultations inclusives menées par l'Allemagne et le Costa Rica à cet égard et regrette vivement qu'un consensus n'ait pas pu être trouvé, malgré des efforts inlassables.

5. Il est également crucial de doter l'organisation d'une base financière et humaine solide. La Suisse soutient pleinement les recommandations concernant le projet de budget révisé ou le réembauche d'inspecteurs. Nous estimons qu'il serait utile d'étendre cette pratique à d'autres parties du personnel de l'OIAC. Pour exploiter pleinement le potentiel de l'organisation, il est crucial d'assurer une diversité du personnel, tant en termes d'équilibre géographique que de parité hommes-femmes.
6. Enfin, la Suisse reste engagée à aider les États parties à établir des capacités de protection contre les armes chimiques. Avec la Tchéquie, le Royaume-Uni et l'OIAC, la Suisse a organisé un événement parallèle pour discuter des avantages et des opportunités de coopération en matière d'assistance. A cet égard, nous avons notamment mis l'accent sur la dimension genre en organisant une formation de base exclusivement réservée aux femmes intervenantes d'urgence. Les femmes demeurent sous-représentées dans notre travail, en particulier dans les rôles décisionnels. Nous encourageons vivement des actions spécifiques et ciblées pour garantir une représentation égale et significative des femmes et des hommes dans nos activités, y compris dans la prise de décision, afin de parvenir à des résultats efficaces et durables.

Je vous remercie.

Chairperson,

Let me start by expressing Switzerland's appreciation for the remarkable work by the Director General and the Technical Secretariat (TS). We are equally thankful to you for leading the preparation of this year's Conference of States Parties (CSP). Let me assure you of my delegation's full support.

Chairperson,

More than a year ago, the last declared chemical weapon was irreversibly destroyed. A major milestone for this organization and a historic achievement for the international community. However, our work is not yet done. The repeated use of chemical weapons as well as attempts to undermine the Convention, the global norm against chemical weapons and the work of the Organization, for example by spreading disinformation, have served as a regular reminder.

Let me, in the following and in a non-exhaustive manner comment on several areas on which we still have work to do:

1. Chemical Weapons use as well as allegations of use, need to be investigated and perpetrators need to be brought to justice:
  - a. As of today, 19 issues remain outstanding regarding the initial declaration by the Syrian Arab Republic. Switzerland urges the SAR to comply with its obligations under the convention and to fully cooperate with the Technical Secretariat to resolve the outstanding issues, once and for all. We will come back to this issue under the relevant agenda item.
  - b. There remain also open questions regarding the use of Novichock agents, in particular regarding the poisoning of Mr. Navalny in 2020. The Russian Federation has neither launched an independent investigation nor cooperated with the OPCW, although it is obliged to do so under the Convention. Earlier this year, Mr. Navalny died in a Russian penal institution, where he had been arbitrarily detained, under circumstances that remain unclear. Again, we call on the Russian authorities to carry out an effective, independent and impartial investigation into the cause of his death.
  - c. Since more than two years, we have been hearing worrying reports regarding the use of Riot Control Agents and toxic chemicals in the context of Russia's military aggression against Ukraine. Switzerland is deeply concerned by the findings of the TAV report, issued on 18 November 2024. The use of riot control agent as a method of warfare is prohibited. Switzerland supports the Director General and the Technical Secretariat in fully clarifying the situation and recalls part XI, paragraph 26 of the Verification Annex.
2. As we have seen, chemical weapons and their use remain a major threat. Therefore, the universalization as well as the universal implementation of the Convention continue to be essential objectives. We welcome the commitment of South Sudan and the Secretariat to complete the accession process as soon as possible and call on the remaining States to follow suit. Equally as important is the adoption of national implementation of the Convention. While it is concerning that as of today, roughly 15% of States Parties have yet to adopt legislation and/or submit the relevant information to the Secretariat, we welcome the various programs that assist States parties with implementing the convention.
3. Technological progress has been accompanying the Convention and its implementation throughout the years. Not least because of this, the drafters foresaw the establishment of an SAB in the Convention. Recent years have shown that technology is advancing more rapidly, resulting in an increased importance of the SAB and its work for which Switzerland is deeply grateful. In this sense, Switzerland welcomes recent efforts to explore and examine the implications of AI technology within the framework of the Convention, such as the German Conference on Artificial Intelligence and Weapons of Mass Destruction and the Global Conference by the Kingdom of Morocco and the Technical Secretariat.
4. It is crucial to enhance engagement with civil society, academia and industry. Non-governmental organizations continue to play an essential role in addressing current and future challenges and achieving our common goal of a world free of chemical weapons, not only in the area of scientific advice. Switzerland appreciates the inclusive consultations carried out by Germany and Costa Rica in this regard and strongly regrets that it was not possible to find consensus on this matter, despite the tireless the efforts.

5. I want to underline the importance of providing the organization with a sound basis in terms of financial and personal resources. In this sense, Switzerland fully supports the various recommendations regarding, the revised draft budget or the rehiring of inspectors. We would consider it useful to expand the rehiring practice to other parts of the OPCW's workforce. To fully realize the potential of the organization, it is crucial to have a diverse workforce, both with respect to geographical balance and gender.
6. And in closing, I want to underline Switzerland's commitment to assist States Parties in their efforts to establish a CW protection capability by training first responders. Together with Czechia, the UK and the OPCW, Switzerland has conducted a side event where we discussed benefits and opportunities of assistance cooperation. In this regard, we have been putting an emphasis on the gender dimension by organizing a basic training course exclusively for women first responders. Women remain underrepresented in our work, particularly in leadership roles. We strongly encourage specific, targeted actions so that women and men are equally and meaningfully represented in our work, including in decision making to help achieve effective and sustainable outcomes.

I thank you.